



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2924  
16 août 2024  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

# **Après comme avant les Jeux**

# **Une société où rien ne va plus**



YANN LIBESSART MSF

## **Hôpitaux**

**Canicule,  
pannes répétées  
et sous-effectif**

Page 10

## **Gaza**

**Les Palestiniens  
écrasés sous  
les bombes**

Page 6

## **Bangladesh**

**La révolte et  
ceux qui veulent  
l'éteindre**

Page 7

**Leur société**

- Paris 2024: « parenthèse enchantée », mais pour qui? 3
- Les sans-abris chassés de la carte postale 3
- Smic: à augmenter avec tous les salaires 3
- Manifestation des sans-papiers: une interdiction scandaleuse 4
- Seine-Saint-Denis: des médailles mais pas de piscines 4
- Marseille: la mer, mais pas de bassins 4
- Jeux Olympiques: un apolitisme hypocrite 4
- Accueil des handicapés: toujours pas une priorité 5
- Nestlé: cumul des fraudes et des profits 5
- Affaires: un secret bien gardé 5
- Production d'insuline: les monopoles contre les pauvres 5
- Nouvelle-Calédonie: haro sur les retraités 9
- Migrants: les frontières tuent 9
- Contrats de cadres pour les JO: médaille d'or de l'exploitation 9

**Dans le monde**

- Gaza: l'armée israélienne répand la mort 6
- Grande-Bretagne: manifestations contre l'extrême droite 6
- Bangladesh: la révolte et ceux qui veulent l'éteindre 7
- Muhammad Yunus, le « banquier des pauvres » 7
- Nagasaki: les criminels sont toujours là 7
- Station spatiale: astronautes en péril et big business 12

**Il y a 110 ans**

- La Première Guerre mondiale: des rivalités des grandes puissances à la boucherie mondiale 8

**Dans les entreprises**

- Hôpitaux de Paris: informatique en panne et galère en hausse 10
- Hôpital Bicêtre: une direction à laquelle il faut prendre garde 10
- Hôpital de Bourgoin-Jallieu: Bouygues mieux soigné que les malades 10
- Hôpital de Vichy: canicule insupportable 10
- RATP - Paris: les précaires en renfort 11
- RTM - Marseille: pas de médaille pour la direction 11

**Caravanes**

- Lutte ouvrière à votre rencontre 12

# Les Jeux sont finis, la crise du capitalisme continue

Macron aura tout fait pour tirer parti jusqu'au bout des Jeux Olympiques, se montrant aussi souvent que possible auprès des athlètes. Sous prétexte d'assurer le bon déroulement des Jeux, les ministres « démissionnaires » ont pu parader dans les médias comme si de rien n'était. Mais une fois la prétendue « parenthèse enchantée des JO » refermée, la question de la nomination d'un nouveau Premier ministre va revenir au premier plan et agiter à nouveau le monde politique.

Le nouveau chef de gouvernement sera-t-il issu du Nouveau Front populaire? Ou bien s'appuiera-t-il sur une coalition des députés macronistes et de la droite? Quelle que soit la combinaison qui sortira de cette tambouille politicienne, le prochain Premier ministre se soumettra, comme tous ceux qui l'ont précédé, aux exigences de la minorité de riches bourgeois qui dominent l'économie, les Arnault, Dassault, Bolloré et autres Peugeot.

Les travailleurs continueront d'être confrontés aux salaires insuffisants pour finir le mois, au chômage, aux emplois précaires et aux licenciements, comme chez Valeo et dans bien d'autres entreprises qui ne font pas la une des médias. Pour permettre aux plus grands groupes capitalistes d'augmenter leurs profits, le futur gouvernement n'hésitera pas non plus à sacrifier les commerçants, les artisans et les petits agriculteurs, que l'aggravation de la crise menace d'acculer à la faillite.

Avec l'aide des gouvernements à son service, une minorité de parasites peut ainsi accumuler année après année des fortunes de plus en plus faramineuses. Étorqués au prix d'une aggravation de l'exploitation et en précipitant dans la pauvreté une partie de la population, ces milliards servent à préparer de nouvelles catastrophes.

Irresponsable et préoccupée exclusivement d'obtenir des gains les plus rapides possible, la classe capitaliste préfère se tourner vers la finance et la spéculation, source des crises boursières, bancaires et monétaires qui se succèdent depuis des années et menacent d'ébranler toute l'économie. Le 5 août, les Bourses mondiales ont connu un nouveau soubresaut, réveillant la peur d'un effondrement financier aux effets dévastateurs pour l'ensemble de la société.

Dans le passé, la crise de 1929, la plus grave

qu'ait connue le capitalisme, a conduit en Allemagne à l'arrivée au pouvoir du nazisme et a fini par plonger l'ensemble de l'humanité dans l'horreur de la Deuxième Guerre mondiale. Près d'un siècle après, le capitalisme en crise menace d'entraîner à nouveau la société vers la barbarie.

Les manifestations et les émeutes racistes organisées par l'extrême droite en Grande-Bretagne montrent que les discours xénophobes peuvent déboucher du jour au lendemain sur des actes violents. Dans de nombreux quartiers populaires ravagés par la crise et les politiques d'austérité menées aussi bien par la droite que par la gauche, des mosquées, des foyers pour migrants, des magasins ont été pris pour cible, comme si c'était là qu'il fallait chercher les responsables de la catastrophe sociale.

Les mêmes démagogues sont à l'œuvre, ici en France, parmi ceux qui ont été au pouvoir et ceux qui, comme le RN, aspirent à y être. En dressant les travailleurs les uns contre les autres en fonction de leurs origines ou de leur religion, cette propagande xénophobe les divise et les affaiblit, à un moment où ils auraient plus que jamais besoin d'être unis pour se défendre et pour mener les combats susceptibles d'offrir un autre avenir à l'ensemble de la société.

Cette aggravation de la crise et de la guerre économique entre les États est aussi à la source d'une escalade guerrière dans de nombreuses zones de la planète. Depuis plus de deux ans, à l'est de l'Europe, un conflit meurtrier oppose par Ukrainiens interposés les pays impérialistes, États-Unis en tête, à la Russie de Poutine. La guerre meurtrière que mène l'État israélien contre la population palestinienne de Gaza, en la bombardant aveuglément et sans répit, a déjà commencé à embraser l'ensemble du Moyen-Orient. La tension avec la Chine s'exacerbe. La guerre se généralise dans le monde capitaliste.

La classe ouvrière constitue la seule classe capable de mettre un coup d'arrêt à cette évolution, en expropriant les capitalistes et en réorganisant l'économie dans l'intérêt du plus grand nombre. Il est urgent et vital que les travailleurs de toutes nationalités et origines se rassemblent derrière un programme de défense de leurs intérêts, avec la perspective de renverser le système capitaliste.

Nathalie Arthaud



## Paris 2024 : « parenthèse enchantée », mais pour qui ?

Concernant les Jeux Olympiques, les médias et la classe politique ont parlé de « parenthèse enchantée ». Tous se félicitent des capacités d'organisation, de la convivialité et des performances sportives de « nos » compétiteurs qui seraient le résultat de l'esprit français retrouvé.

Macron, en plus de s'attribuer quasiment le mérite de chaque victoire française, a particulièrement insisté sur l'union nationale réalisée à cette occasion. Et de broder sur le fait que lui-même, la maire de Paris, Anne Hidalgo, et la présidente de la région Île-de-France, Valérie Pécresse, adversaires lors de l'élection

présidentielle, avaient su travailler ensemble pour les Jeux. La suite s'annonce déjà : reconduire ce type d'accord permettrait de trouver un Premier ministre et de continuer la politique propatronale à l'œuvre depuis toujours.

L'appel à l'unité nationale ne sert pas seulement et pas essentiellement à remplir

les stades et les fan zones, à chauffer l'ambiance et à assurer les profits de quelques multinationales du soda, de la bière, des médias et du BTP. C'est surtout une façon de dire aux travailleurs qu'ils ont les mêmes intérêts que leurs exploiters, que le manœuvre qui a pelleté du béton est dans le même bateau que Bouygues, que le vendangeur saisonnier qui couche dans une cabane partage le sort de Bernard Arnault, que l'ouvrier qui court après la chaîne est de la grande famille des Peugeot et que la caissière à

temps partiel chez Auchan est une cousine Mulliez. L'union nationale se veut, aujourd'hui, le masque de l'exploitation quotidienne et la justification des sacrifices constants que le grand patronat et son État exigent des travailleurs. On comprend donc que Macron, les médias et, au-dessus d'eux, la classe bourgeoise tout entière tiennent à ce que l'illusion propagée lors des Jeux perdure et que les exploités se contentent de victoires vues à la télévision.

C'est ce tour de passe-passe social qu'a souligné

Nathalie Arthaud dans des tweets où elle décernait à la France la médaille du chauvinisme et où elle remarquait que, en sport comme ailleurs, la victoire revient dans ce monde aux plus riches. Notre camarade s'est attiré des réponses de deux députés du RN et d'un animateur de Bolloré-News qui ont saisi l'occasion d'en rajouter sur le nécessaire amour de la patrie. Ainsi a-t-on pu vérifier la sagesse du proverbe qui dit que lorsqu'on s'adresse au charcutier, c'est souvent l'andouille qui répond.

Paul Galois

## Les sans-abris chassés de la carte postale

Un collectif d'associations a publié, début août, un rapport qui détaille comment la Préfecture de police a mené en amont des JO une politique de nettoyage social « pensée et orchestrée. »

Entre avril 2023 et mai 2024, le rythme des expulsions des campements informels s'est intensifié, avec 138 opérations policières qui ont déplacé plus de 12 500 personnes sans domicile, la plupart vers des centres régionaux. Les autorités ont veillé à laisser suffisamment de places libres dans les centres d'hébergement d'Île-de-France afin de les réserver aux opérations de « mise à l'abri » de dernière minute. Après une pause en juin, les opérations de chasse aux sans-abris ont donc repris de plus belle avant la cérémonie d'ouverture, pour

faire place nette autour du parcours de la flamme et des sites des épreuves, et pour finir de démanteler les derniers campements trop visibles subsistant dans Paris. Les contrôles policiers se sont en parallèle intensifiés pour dissuader les sans-abris de revenir pendant les JO.

C'est ainsi qu'un Paris de carte postale a pu être présenté aux touristes du monde entier. Mais pour les sans-abris, qui parfois avaient un travail ou des liens dans le quartier qui les aidaient à survivre et leur permettaient d'avoir accès

à certains soins, cette politique a eu des conséquences graves. Chassés de leur village de tentes, certains se sont réinstallés, par petits groupes, dans les buissons, encore plus isolés et précaires. Des femmes, avec de petits enfants, se sont retrouvées à la rue, encore plus vulnérables qu'auparavant.

« Ils ont dépensé 1,4 milliard pour nettoyer la Seine. Nous avions demandé 10 millions d'euros pour les précaires et on ne les a pas eus », a déclaré le coordinateur de Médecins du Monde à la presse. C'est donc cela que les dignitaires satisfaits du CIO, du gouvernement ou de la mairie de Paris appellent des Jeux « solidaires et inclusifs. »

Serge Fauveau



Des migrants expulsés de Paris en février en vue des JO.

UTOPIA 56

## Smic : à augmenter, et tous les salaires avec

D'après une estimation provisoire de l'Insee, l'augmentation des prix sur un an était de 2,3 % au mois de juillet. Ce qui conduirait à enclencher une revalorisation automatique du smic d'un peu plus de 2 % à l'automne 2024.



Il faudra attendre la publication mi-août des chiffres définitifs de l'inflation. Mais même si cette augmentation était confirmée, les salaires des quelque trois millions de travailleurs payés au smic n'atteindraient même pas 1 450 euros net. Loin du minimum nécessaire pour vivre aujourd'hui.

Les augmentations du smic résultent d'un calcul qui prend en compte l'inflation officielle. Mais pour la calculer, l'Insee considère par exemple que les loyers ne représenteraient que 14 % du budget de la majorité des familles, et 17,5 % pour les plus pauvres. En réalité, pour des millions

de travailleurs, cette dépense représente un quart, un tiers ou même la moitié de leur salaire.

Si le smic augmente automatiquement, tous les autres salaires sont soumis à la seule loi des patrons, et ils n'augmentent pas, voire ils diminuent quand, par exemple, des primes sont supprimées. Ainsi, en deux ans, plus d'un million de travailleurs qui étaient juste au-dessus de ce minimum auparavant, se sont retrouvés au smic.

Les responsables de cette situation sont les patrons. Ce sont eux qui utilisent la précarité pour peser sur les salaires et

refusent de les augmenter, et qui font du chantage à l'emploi dans le même sens. Ils parlent même du « coût du travail », alors que ce sont les travailleurs qui produisent les profits empochés par les patrons. Et plus les salaires sont tirés vers le bas, plus les bénéfices patronaux peuvent augmenter.

Pour que chacun puisse vivre de son travail, les salaires doivent augmenter et être indexés sur les prix. C'est possible en prenant sur les profits. C'est-à-dire en reprenant en fait aux patrons une partie des richesses qu'ils ont extorquées aux travailleurs.

Marion Ajar

## Manifestation des sans-papiers : une interdiction scandaleuse

Une manifestation des travailleurs sans papiers du piquet de Chronopost – Alfortville qui devait se tenir vendredi 9 août à 16 h 30 de la Gare de Vert-de-Maisons à la préfecture de Créteil a été interdite.

Cette manifestation sur un parcours habituel avait reçu le soutien de plusieurs collectifs de travailleurs sans papiers d'Île-de-France. Elle avait pour but d'appuyer le combat légitime pour obtenir les titres de séjour, que mènent ces 200 travailleurs depuis 33 mois face à la préfecture.

Celle-ci les traite par le mépris puisque malgré toutes les preuves apportées de leur activité professionnelle, seulement quinze ont été régularisés.

Le prétexte invoqué pour cette interdiction est la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques, alors que pas une seule épreuve de ces

jeux ne se déroule dans le Val-de-Marne. Cela est bien significatif de l'arbitraire des représentants de cette préfecture, et de l'État qui est derrière, envers les travailleurs et particulièrement les travailleurs immigrés. C'est « bosse et tais-toi ». De plus, la notification de cette interdiction le jour même, alors que la préfecture avait été informée de la manifestation plus d'une semaine auparavant, était destinée à empêcher tout recours devant un



Lors de la manifestation du 19 juillet à Paris.

tribunal dans les délais.

À l'heure où devait se tenir la manifestation, des forces de police importantes étaient déployées autour du lieu de rendez-vous. Comme quoi, pour le ministère de l'Intérieur, faire taire les sans-papiers est au moins aussi important qu'assurer la sécurité des Jeux Olympiques.

Comme les organisateurs de la manifestation l'expriment dans leur communiqué, face à ce pouvoir qui mise sur l'intimidation, les travailleurs du piquet Chronopost d'Alfortville tiennent bon et sont déterminés à poursuivre le combat pour obtenir leur régularisation.

Correspondant LO

## Seine-Saint-Denis : des médailles mais pas assez de piscines

Les médailles obtenues par Léon Marchand et Florent Manaudou en natation ont ravi Macron qui se réjouit de « la réussite de nos athlètes » et annonce des « mesures d'héritage » qui seraient dévoilées le 14 septembre.



Les enfants du département le plus pauvre du pays, la Seine-Saint-Denis, vont-ils pour autant bénéficier des retombées des JO pour leur apprentissage de la natation ? Des fonds publics ont en effet financé dans ce département de nouveaux équipements, dont le grand centre aquatique olympique, le CAO de Saint-Denis, pour 174 millions d'euros. Ils ont aussi abondé le financement de l'agrandissement de la piscine de La Courneuve, du centre aquatique du Fort D'Aubervilliers, de ceux d'Aulnay-sous-Bois et de Montreuil. Des équipements démontables devraient aussi être récupérables après les jeux.

Mais le sous-équipement du département reste consternant. Avec 38, voire 39 piscines pour 1,6 million d'habitants, la population n'a droit qu'à 60 m<sup>2</sup> d'eau pour 10 000 habitants,

contre 260 m<sup>2</sup> en moyenne nationale, deux établissements sur cinq n'ayant jamais bénéficié d'une rénovation. Cela ne favorise en rien l'apprentissage de la natation pour les enfants du département qui sont toujours, selon une estimation de l'association « Savoir nager en Seine-Saint-Denis », 75 % à ne pas savoir

nager à l'entrée au collège. La suite de leur parcours scolaire ne règle pas vraiment le problème, faute de temps, d'encadrants et surtout d'équipements de proximité. « Vu le manque de créneaux disponibles en piscine, c'est comme si vous étiez un prof sans salle de cours. En comptant le temps de déplacement jusqu'aux équipements, on n'arrive à employer que 50 % du temps de cours », a déclaré un ancien enseignant d'EPS à la revue *Alternatives économiques*.

Une brochure publicitaire promettait qu'une profusion de bassins seraient légués par les JO aux habitants de Seine-Saint-Denis. Il en manquerait encore 26 selon un membre de la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) du département. Les collégiens de 6<sup>e</sup> devront sans doute encore apprendre la brasse à plat ventre sur un tabouret...

Viviane Lafont

## Marseille : la mer mais pas les bassins

La France ne brille pas par sa maîtrise de la natation populaire. En particulier à Marseille, métropole maritime qui a accueilli les JO de voile, mais où près d'un enfant sur deux ne sait pas nager à l'entrée en 6<sup>e</sup>.

Les installations olympiques de la marina du Roucas blanc ont coûté près de 50 millions d'euros et les politiciens locaux jurent que cela va contribuer à démocratiser les sports nautiques. Mais comment ne pas mettre en perspective une débauche de moyens pour permettre à 330 athlètes de faire des performances sportives sur l'eau pendant les quinze jours des Jeux Olympiques et la dotation la plus faible de France en piscines ? Marseille ne compte que quatorze piscines publiques, soit 4 m<sup>2</sup> d'eau pour 1 000 habitants, contre 40 m<sup>2</sup> pour 1 000 habitants à Paris, alors que les noyades sont aujourd'hui la première cause de mortalité accidentelle chez les

moins de 25 ans. La ville manque d'équipements et de formateurs et cela touche en premier lieu les milieux populaires.

Il y a là de quoi révolter, particulièrement dans cette ville qui compte 57 kilomètres de littoral, mais le problème se pose à différents niveaux dans tout le pays. Le nageur Florent Manaudou s'était d'ailleurs insurgé en 2023 contre la réduction des heures de cours d'EPS au lycée, passées de 4 à 2 heures par semaine.

Les JO sont ainsi révélateurs des inégalités d'une société qui met des moyens pour la vitrine mais n'apprend pas à nager à tous les enfants.

Correspondant LO

## Jeux Olympiques : un apolitisme hypocrite

Manizha Talash, une athlète afghane de breakdance a été disqualifiée pour avoir affiché sur sa cape « Libérez les femmes afghanes ! »

En effet, selon la charte des JO, exprimer des opinions politiques y est interdit. Étaler des publicités sur tous les supports est bien vu, mais dénoncer l'oppression des femmes, réduites depuis le retour des talibans en Afghanistan à vivre enfermées en

quasi-esclaves, fait donc scandale dans ce spectacle où toutes les inégalités sont censées être gommées.

En 1968, lors des Jeux de Mexico, deux athlètes afro-américains, Tommie Smith et John Carlos, respectivement médaillés

d'or et de bronze à l'issue du 200 mètres, avaient levé le poing pendant la cérémonie tandis que retenaient l'hymne américain. Par ce geste, reprenant celui des Black Panthers, ils entendaient dénoncer toutes les attaques racistes dont les Noirs ont été et sont toujours victimes, aux États-Unis et plus largement dans le monde, allant du rejet social jusqu'au

meurtre du fait de leur couleur de peau. Ils furent exclus à vie de toute participation à des JO, mais 56 ans après, leur acte qui bravait les conventions sociales des Blancs reste dans les mémoires de tous ceux qui luttent contre les discriminations. Celui de Manizha Talash y restera aussi.

Marianne Lamiral

## Accueil des handicapés : toujours pas une priorité

Il y a un an, dans la nuit du 8 au 9 août 2023, onze personnes en situation de handicap perdaient la vie dans l'incendie de leur centre de vacances, dans l'Est de la France.

Alors que les responsabilités de ce drame ne sont pas encore établies ni le procès en vue, la Préfecture de Dordogne a exigé par arrêté du 27 juillet la fermeture d'un centre de vacances géré par la même association et pour le même public. L'hébergement ainsi fermé ne présenterait pas les conditions de sécurité nécessaires et l'encadrement n'aurait pas les compétences voulues.

D'après les chiffres fournis par le gouvernement lors de sa Conférence Nationale sur le Handicap d'avril 2023, les handicapés

et leurs familles seraient douze millions. 67 000 jeunes handicapés sont pris en charge par des institutions et 436 000 suivent les cours de l'enseignement ordinaire. Il y a donc des centaines de milliers, peut-être des millions de personnes handicapées, de tout âge, qui vivent dans leur famille et dont les parents assument la charge, tous les jours, des dizaines d'années durant. On comprend donc aisément la nécessité, pour les uns comme pour les autres, de solutions de vacances adaptées.



CÉLINE DESCHAMPS

L'État, y compris sous la présidence d'un Macron qui prétend avoir fait du handicap une de ses priorités – mais quelle cause n'a pas bénéficié de ses discours ? – se désintéresse de la question. Dans ce domaine encore, l'administration se décharge sur des associations de toutes sortes. Ce qu'elles recouvrent va du bénévole, en fait du militantisme de parents dévoués, jusqu'à l'exploitation du désespoir et de la fatigue de familles

débordées. Ainsi, une de ces associations recrute, peut-être de bonne foi et faute de pouvoir faire autrement, des « encadrants » en exigeant d'eux seulement d'avoir plus de 21 ans et d'être titulaire du permis B. Cette même association promet une formation aux encadrants néophytes et propose une prime de 50 euros à ceux d'entre eux qui vendent un séjour à un handicapé.

Devant le drame de l'an passé, les représentants des

familles avaient demandé que le gouvernement veuille bien établir une liste des centres de vacances et des associations qui les organisent et qui présentent des garanties de sécurité et de qualité. Faute de se charger des handicapés et de leurs vacances, l'administration pourrait au moins rendre ce service aux familles. À ce jour, elle ne l'a toujours pas fait.

Paul Galois

## Nestlé : cumul des fraudes et des profits

Fin janvier 2024, une enquête du Monde et de Radio France révélait que des eaux en bouteille, entre autres celles du groupe Nestlé Waters, vendues comme « naturelles », étaient en réalité traitées comme de la vulgaire eau du robinet.

Il fallait elles aussi les purifier, leurs puits présentant périodiquement des contaminations bactériennes.

La révélation de cette fraude a déclenché un audit de la part de la Commission européenne dont les conclusions ont été publiées à la veille de l'ouverture des Jeux Olympiques. Elles ne ménagent ni Nestlé ni le gouvernement français.

Le trust a effectivement

trompé les clients en leur vendant au prix de l'eau de source un produit qui n'en était pas, ce qui représente un trop perçu de plus de trois milliards d'euros en quinze ans. Les contrôles officiels ont été rares et sans effet, même quand en 2021 la fraude a été avérée. Au lieu de mettre totalement fin à ces pratiques, le gouvernement d'Élisabeth Borne a refusé certaines et assoupli d'autres en tablant sur une modification de la réglementation européenne. Nestlé lui-même a dû détruire près de trois millions de bouteilles produites sur son site de Vergèze, entre autres de la marque Perrier, pour cause de contamination.

Une autre enquête de l'Office français de la biodiversité (OFB), citée par Médiapart, révèle que la firme a exploité l'eau de neuf forages dans l'Est de la France, sans aucune autorisation légale pendant 27 ans, jusqu'à sa régularisation par arrêté préfectoral, en 2019. Au même moment, les habitants de deux villages tributaires de cette source protestaient contre le rationnement en eau imposé par ces forages.

Fraudes, épuisement des ressources naturelles, Nestlé n'en est pas à ses premiers méfaits contre les consommateurs, avec le soutien du gouvernement. À un tel trust, on ne peut rien refuser !

Sylvie Maréchal

## Affaires : un secret bien gardé

Depuis la fin du mois de juillet le Registre des bénéficiaires effectifs des sociétés (RBE) n'est plus accessible à tout un chacun.

Ce registre, constitué en 2021 par la fusion des précédents systèmes et mis dès lors en accès libre, contient les noms des personnes privées qui détiennent tout ou partie des entreprises enregistrées. Les ONG, les journalistes et les particuliers intéressés, par exemple les salariés qui veulent savoir

par qui ils sont exploités, vendus ou achetés, pouvaient jusque-là l'utiliser. Mais la Cour de justice européenne a rapidement fait savoir qu'un tel procédé contrevient au respect de la vie privée. L'administration assure que les chercheurs, les journalistes, les ONG luttant contre la fraude fiscale pourront obtenir l'autorisation de consulter le RBE. Elle ne dit rien en revanche pour les syndicalistes et exclut d'avance les

manants et les gueux qui n'ont pas à connaître des affaires de leurs seigneurs et maîtres.

L'accès au RBE était une toute petite fenêtre, car le grand patronat a bien des moyens de cacher ses fortunes et ses saletés. Mais c'était tout de même trop. La Cour de justice européenne a donc exigé qu'on la referme, et l'État français n'est pas trop malheureux d'avoir eu à s'exécuter.

P. G.

## Production d'insuline : les monopoles contre les pauvres

Novo Nordisk, l'un des trois géants mondiaux de la production d'insuline, vient d'annoncer un chiffre d'affaires en progression de 25 %, à 17,9 milliards d'euros, pour le premier semestre.

Cette progression est principalement due aux traitements destinés aux malades les plus aisés des États-Unis, alors que le diabète concernerait plus de 10 % de la population mondiale et au moins 539 millions de personnes, principalement pauvres. Selon des projections, la maladie devrait, d'ici 2050, toucher 1,3 milliard de personnes. Le diabète de type 2, essentiellement lié à la malnutrition et à la pauvreté, est en augmentation partout : au Pakistan, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, chez les aborigènes d'Australie. En Afrique, 24 millions de personnes seraient concernées.

Dans de nombreux pays, l'accès à l'insuline est trop cher : c'est déjà le cas pour de nombreux malades aux États-Unis, mais au Sénégal, le prix du traitement représente

un mois de salaire. Et dans 24 pays du monde, le traitement n'existe tout simplement pas.

L'insuline est un produit vital dont les prix de production sont faibles. Mais les trois géants mondiaux, Novo Nordisk, Sanofi et Lilly, ont la mainmise sur 96 % de la production mondiale. Et cette situation de monopole leur permet de fixer les prix qu'ils veulent. Ainsi Novo Nordisk vend son traitement le plus élaboré à 350 dollars aux États-Unis alors qu'il ne coûte que 4,73 dollars à produire.

Il y a cent ans, l'un des découvreurs de l'insuline disait : « L'insuline ne m'appartient pas, elle appartient au monde ». Une idée étrangère au capitalisme dont les lois se retournent contre les plus pauvres.

Cécile Seyrig

# Gaza : l'armée israélienne répand la mort

**Après dix mois de guerre contre la population palestinienne à Gaza, le 10 août, l'armée israélienne a bombardé une école près de la ville de Gaza, faisant plus de quatre-vingt-dix morts.**



MAHMOUD ZAKI-EPA

Dans l'école bombardée.

Devant la réprobation exprimée, du moins en paroles, par certains représentants de ses alliés, l'état-major israélien a avancé une vague argumentation, arguant de la « haute probabilité » de l'élimination, lors de la frappe, d'un commandant du Hamas

localisé dans cette école, qualifiée de « centre de commandement », et de la présence parmi les morts de « dix-neuf membres du Hamas ».

Cette école, la 21<sup>e</sup> bombardée par l'armée israélienne en cinq semaines, abritait de nombreuses familles

gazaouies, chassées de partout, n'ayant plus d'appartement, de maison et sans cesse obligées, après un simple SMS, d'évacuer le camp de réfugiés ou le quartier que l'armée avait reçu l'ordre de ratisser, à la recherche d'hypothétiques terroristes. Une grande partie des 2,3 millions d'habitants de Gaza ont ainsi, pour fuir les bombardements ou sur ordre des autorités israéliennes, erré du nord au sud et du sud au nord du territoire, abandonnant leurs biens. « Certaines personnes n'ont pas bougé lors du dernier ordre d'évacuation, parce qu'elles ne savent pas où aller. Alors elles préfèrent rester là où elles sont. Je suis sûr que plusieurs d'entre elles sont mortes dans ces blocs », a témoigné un jeune père de famille à *Médiapart*.

Cette énième attaque meurtrière en dit long sur l'état d'esprit du gouvernement de Netanyahu qui se dit d'accord pour aborder des négociations en vue d'une trêve. Après avoir assassiné

le responsable politique du Hamas Ismaël Haniyeh, qui menait les négociations à l'ombre du Qatar, après avoir dans le même temps éliminé un chef militaire du Hezbollah libanais, le pouvoir israélien n'a de cesse de lancer de nouvelles provocations. C'est au lendemain de l'attaque contre l'école, qu'il a ordonné aux milliers d'habitants des quartiers nord de Khan Younes d'évacuer les lieux avant une opération terrestre, dont ils ne savent que trop quels nouveaux désastres elle entraînera. Tels sont les préliminaires aux négociations annoncées par les États-Unis, l'Égypte et le Qatar pour le 15 août.

Les condamnations occidentales n'ont guère de quoi affecter la politique guerrière du gouvernement de Netanyahu. Le ministre des Affaires étrangères britannique a renvoyé dos à dos les Palestiniens et Israël : « *Le Hamas doit cesser de mettre en danger les civils. Israël doit se conformer au droit*

*humanitaire international* » et, si le Quai d'Orsay a tout de même condamné les attaques d'écoles, la Maison Blanche s'est dite préoccupée... tout en renforçant sa présence militaire dans la région, déjà forte d'un porte-avions et de chasseurs F-35, avec 4 000 Marines supplémentaires et douze navires de guerre. La marine américaine croise devant les côtes d'Israël, d'Iran et d'Arabie saoudite. L'envoi d'un sous-marin nucléaire lanceur de missiles est aussi programmé. Toute cette présence déployée n'est pas là pour protéger la population de Gaza, mais pour garantir aux dirigeants israéliens qu'ils pourront poursuivre leurs provocations y compris à Gaza.

La population palestinienne écrasée sous les bombes, mais aussi les Israéliens maintenus en état de guerre, n'ont aucune raison de tirer de la politique des dirigeants occidentaux quelque espoir de voir le conflit finir.

**Viviane Lafont**

# Grande-Bretagne : manifestations contre l'extrême droite

**Samedi 10 août, des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans les rues d'une quarantaine de villes de Grande Bretagne pour protester contre les violences xénophobes de la semaine précédente et affirmer « Bienvenue aux réfugiés ! » ou encore « Non au racisme ! Non au fascisme ! ».**

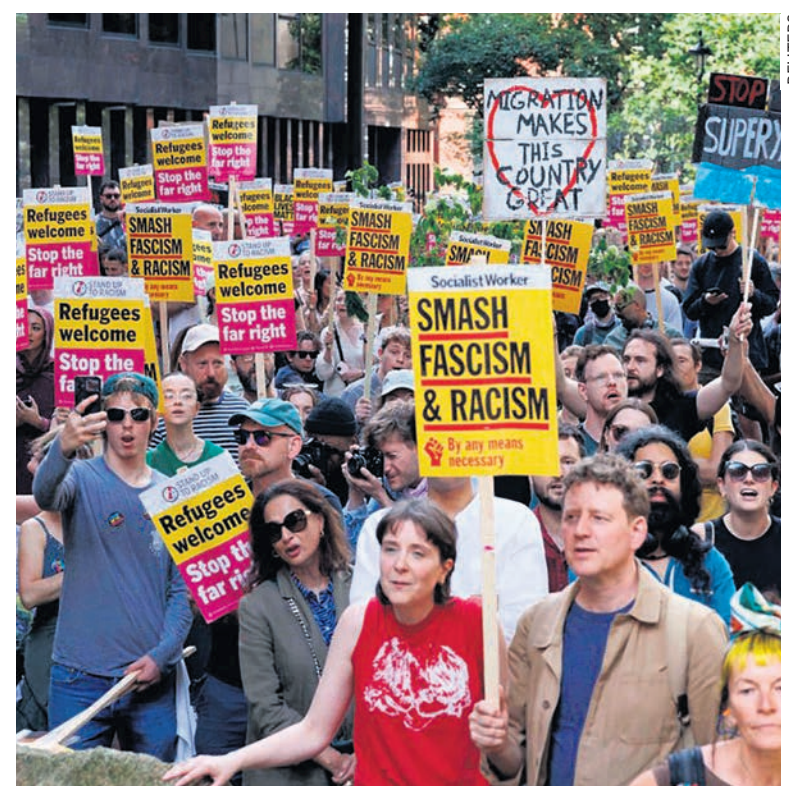
L'étendue de cette mobilisation a été bien supérieure à celle des émeutes des 3 et 4 août, avec par exemple des manifestations conséquentes à Glasgow et Edinburgh, alors même que l'Écosse avait été épargnée par les attaques racistes. À Londres, plusieurs rassemblements ont eu lieu, dont le plus important a réuni 5 000 personnes devant le siège de Reform UK, parti violemment anti-migrants qui a attiré 4 millions d'électeurs aux législatives. À Belfast, les manifestants étaient 15 000. Ils ont aussi dépassé le millier dans de grandes villes anglaises comme Liverpool, Newcastle et Manchester, et ils étaient des centaines dans de plus petites villes comme Hull, où on craignait une reprise des attaques racistes.

Ce succès a pu reconforter

tous ceux qui ne veulent pas laisser sévir les suprémacistes blancs et leurs troupes sans répliquer. Dès leurs premières exactions, des contre-manifestations avaient eu lieu et dès le lendemain des émeutes, des riverains étaient venus aider les habitants des quartiers immigrés touchés par des saccages. Au soir du mercredi 7 août, suite à la publication d'une liste de cibles potentielles, parmi lesquelles des mosquées et des centres d'hébergement de demandeurs d'asile, des milliers de personnes s'étaient déjà retrouvées aux abords des lieux menacés. Toute une fraction de la jeunesse et de la classe ouvrière, musulmane ou non, refuse donc visiblement le poison de la division que tente de répandre l'extrême droite.

Si cette réaction est salutaire, seuls les plus naïfs peuvent s'imaginer que l'extrême droite va s'arrêter là. Certes, le gouvernement se vante d'avoir déjà fait arrêter près de 800 individus et d'en avoir fait condamner plus de 350. Mais après une décennie de relative discrétion, les apprentis nazis de Grande-Bretagne – passés ou pas par le BNP (Parti national britannique) et l'EDL (Ligue de défense anglaise) – peuvent déjà se réjouir, malgré leurs effectifs minimes et leur structuration lâche, d'avoir rallié, via les réseaux sociaux, une foule de jeunes n'ayant rien à perdre et prêts à en découdre. Ils pensent que la crise, en s'approfondissant, peut leur offrir un large terrain de recrutement.

Surtout, la classe politique, à droite comme à gauche, a fait sienne depuis longtemps l'idée que l'immigration est un problème. Farage, le chef de Reform UK, et les figures de proue conservatrices passent leur temps à reprocher au gouvernement travailliste son « laxisme » envers les



REUTERS

À Londres, le 10 août.

sans-papiers, contre toute évidence puisque Starmer est hostile à la libre circulation. Ils l'accusent aussi d'être plus répressif envers les émeutiers racistes qu'envers ceux qui défendent la population de Gaza ou luttent contre le réchauffement climatique. Comparaison écœurante... et fautive : Starmer s'est récemment félicité de la condamnation de

militants d'Extinction Rebellion à de lourdes peines de prison, pour bien rappeler son attachement à « la loi et l'ordre ».

Face à la démagogie des politiciens et à la montée de l'extrême droite, ces manifestations sont un encouragement contre tous les aspects de la crise de la société capitaliste.

**Thierry Hervé**

# Bangladesh : la révolte et ceux qui veulent l'éteindre

Au Bangladesh, les dirigeants de l'armée ont finalement décidé mardi 6 août de laisser le pouvoir à un gouvernement de transition avec pour chef Muhammad Yunus, prix Nobel de la paix en 2006 et populaire parmi les opposants. Ce gouvernement comprend aussi deux leaders du mouvement étudiant, placés à la tête de ministères secondaires, Télécommunications et Sport.

Dans ce pays de 170 millions d'habitants, le changement de gouvernement est le résultat de plus d'un mois de manifestations et d'émeutes étudiantes. Le mouvement avait démarré contre le rétablissement de quotas d'emplois réservés dans la fonction publique, qui favorisaient les milieux du parti au pouvoir, alors que les jeunes diplômés subissent un chômage massif. Mais le nombre et la détermination des manifestants ont surtout énormément grandi face à la violence croissante des autorités. Les arrestations arbitraires, les tortures, les tirs de la police, y compris sur des enfants, qui ont fait jusqu'à 400 morts, ont encore multiplié le nombre des révoltés et fait évoluer leurs objectifs. Le 5 août, des centaines de milliers de manifestants convergeant vers sa résidence ont mis fin au régime de l'ancienne Première ministre, Sheikh Hasina, qui venait de s'enfuir en hélicoptère.

Aujourd'hui la police, honnie après les tueries de

manifestants, a déserté les rues et des anciens manifestants, souvent étudiants voire lycéens, font la circulation, tracent des passages piétons, protègent les monuments publics ou les habitations d'hindous qui sont pris pour cibles.

On voit ainsi que cette population qui a renversé un régime pourrait prendre elle-même en mains la gestion de



Manifestation de travailleurs du textile en 2023.

la société. Mais pour l'instant, la majorité n'est sans doute pas consciente des possibilités que la situation lui offre. Or, si la révolte a remporté une victoire contre la répression, l'État reste en place au service des classes possédantes, et les généraux en gardent le contrôle. Après avoir envisagé de constituer

eux-mêmes un gouvernement par intérim, ils ont jugé plus habile de le laisser à des civils ayant la faveur de ceux qui ont manifesté, et ont congédié certains hauts gradés trop compromis avec l'ancien régime. L'importance de la classe ouvrière au Bangladesh et sa détermination ont été visibles lors de grandes

grèves pour des hausses de salaires, en octobre dernier dans l'industrie textile, et il y a deux ans dans les plantations de thé. Il n'est pas dit qu'elle se contente longtemps de voir la violence sociale se dissimuler derrière la figure bienveillante d'un Muhammad Yunus.

Frédéric Gesrol

## Muhammad Yunus, le « banquier des pauvres »

**Muhammad Yunus, appelé à être le nouveau Premier ministre du Bangladesh, a été surnommé le « banquier des pauvres » et il doit évidemment cette nomination aux illusions qu'elle peut susciter.**

Le nouveau Premier ministre, âgé de 84 ans, a été industriel, puis professeur d'économie pendant des années aux États-Unis. Il est connu pour avoir, après une terrible famine au Bangladesh en 1974, préconisé le « micro-crédit » : que des paysans ou artisans pauvres se regroupent pour se prêter de petites sommes.

Yunus a ainsi fondé la Grameen Bank, « banque des villages. » Celle-ci a prospéré et il écrivait en 2008 que « le social business est la pièce manquante du capitalisme. » Cela lui a valu le prix Nobel de la paix en 2006, et la médaille de la Liberté en 2009 des mains d'Obama. Cela n'a aucunement mis fin à la misère ni à

la crise du capitalisme, mais lui a valu dans son pays l'image d'un homme intègre et préoccupé des moyens de lutter contre la pauvreté. Il s'opposait au pouvoir autoritaire de Sheikh Hasina et était par conséquent depuis des années accusé de diffamation, de détournements, d'atteintes au droit du travail et harcelé par les autorités.

C'est donc un homme ayant l'image d'un ami des pauvres qui a été choisi pour

donner une nouvelle façade au pouvoir bangladais, sans doute parce qu'elle est susceptible de faire patienter une population majoritairement très pauvre et peut-être au bord de l'explosion sociale. Il reste à savoir combien de temps il pourra maintenir l'illusion d'un changement à venir sans s'en prendre aux privilèges des classes dominantes, aux structures sociales inégalitaires, et à l'impérialisme.

F. G.

## Nagasaki : les criminels sont toujours là

**Chaque année, les villes d'Hiroshima et de Nagasaki commémorent l'horreur des bombardements nucléaires que l'armée américaine leur a fait subir en août 1945.**

Il est de coutume pour les ambassadeurs occidentaux au Japon de faire acte de présence à ces cérémonies, mais cette année, ils ont refusé de participer à celle de Nagasaki. Ils protestent contre la décision du maire, qui avait refusé la présence de l'ambassadeur d'Israël.

Depuis des mois, les associations d'Hibakusha, ces survivants du bombardement atomique, dénoncent la montée de l'ambiance guerrière. L'invasion russe en Ukraine comme la guerre brutale menée par Israël à Gaza se sont accompagnées

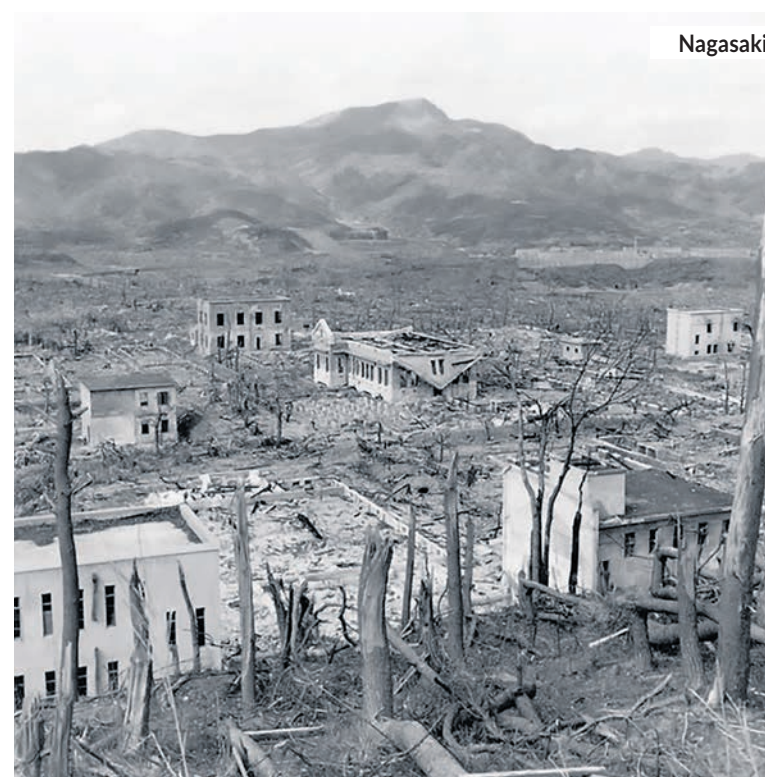
de menaces d'utilisation de l'arme nucléaire, non seulement par Poutine, mais aussi par un ministre de Netanyahu, qui a émis l'idée de lancer une bombe atomique sur Gaza. Mais si le gouvernement japonais, en bon allié des États-Unis, avait soutenu l'exclusion de la Russie et de la Biélorussie des cérémonies, il n'aurait rien dit d'Israël. Des manifestations soutenues par les Hibakusha ont alors demandé aux villes d'Hiroshima et de Nagasaki d'appliquer la même sanction aux représentants israéliens, ce que

finallement le maire de Nagasaki a accepté, dans un souci d'apaisement, a-t-il dit.

L'ambassadeur de France a emboîté le pas à ceux des USA et de Grande Bretagne pour boycotter la cérémonie. C'est au fond une attitude cohérente. Les dirigeants de leurs États justifient aujourd'hui la punition collective infligée par Israël aux Palestiniens de Gaza, comme ils ont justifié celle qui a été infligée aux civils de Nagasaki et d'Hiroshima il y a 79 ans.

La mémoire de ces victimes n'a donc vraiment pas besoin des larmes de crocodile des massacreurs d'aujourd'hui.

Serge Fauveau



Nagasaki

BRIDGEMAN IMAGES

## La Première Guerre mondiale : des rivalités des grandes puissances à la boucherie mondiale

Il y a 110 ans, le mois d'août 1914 fut celui de l'entrée en guerre. Les soldats mobilisés rejoignirent par centaines de milliers leur régiment pour ce qui allait être la première grande boucherie mondiale. Celle-ci dura quatre ans et fit 20 millions de morts.

Partout, le mouvement ouvrier avait milité contre cette guerre qui s'annonçait et donné comme perspective aux travailleurs de faire tout pour l'empêcher, voire de se dresser contre leur propre bourgeoisie et de la renverser. Mais en juillet-août, la plupart des dirigeants des grands partis ouvriers renièrent leur parole et une grande partie décidèrent de soutenir la guerre, voire de participer aux gouvernements qui la menaient. En France, Jean Jaurès, qui avait pendant des années dénoncé le militarisme croissant, fut assassiné le 31 juillet 1914. La 2<sup>e</sup> Internationale, l'Internationale socialiste, connaissait une complète faillite politique.

### Rivalités pour le partage du monde

Officiellement, la cause de la guerre fut l'assassinat, à Sarajevo, le 28 juin 1914, de l'archiduc héritier François-Ferdinand d'Autriche et de son épouse sous les balles d'un jeune nationaliste bosniaque de Serbie. Mais cette guerre entre les grandes puissances capitalistes se préparait en fait depuis au moins une dizaine d'années.

Aucune des puissances n'expliqua, bien sûr, son entrée en guerre par l'exacerbation de la lutte pour les débouchés, ni comme visant à s'emparer de territoires, à asservir des nations étrangères et ruiner les concurrents. Chacune prétendit vouloir sauver sa liberté, défendre la justice, la nation face à l'envahisseur.

L'enjeu de la guerre pour les grandes puissances était bien de se partager les zones d'influence, comme

cela avait été dénoncé par le mouvement ouvrier bien avant 1914.

La Grande-Bretagne puis la France, s'étant industrialisées les premières, cherchèrent à s'assurer des ressources en matières premières, et à trouver des marchés pour leurs marchandises et leurs capitaux. La colonisation se développa, les puissances anglaise et française se faisant concurrence pour s'approprier des territoires. Quelques années plus tard, les bourgeoisies allemande puis italienne, un peu plus tard venues, cherchèrent à leur tour à participer à la curée.

À partir de 1900, la course à l'armement s'accéléra. Dans chaque pays, la propagande chauvine devint omniprésente. Chacune des quinze années qui précédèrent la Première Guerre mondiale vit des conflits. En Europe centrale, dans les Balkans, où les rivalités entre les puissances capitalistes occidentales contribuaient à dresser les peuples les uns contre les autres, les guerres de 1912

et 1913 constituèrent un premier avertissement.

Répondant à ceux qui prétendaient lutter contre la menace de guerre en se contentant d'appels à la paix, Rosa Luxemburg, militante socialiste en Allemagne, écrivait en 1911 : « *Les contradictions internationales des États capitalistes ne sont que l'autre versant des contradictions de classes ; l'anarchie de la politique mondiale n'est que le revers du mode de production anarchique du capitalisme. Les deux ne peuvent que se développer ensemble. "Un peu d'ordre et de paix" est donc impossible, une utopie petite-bourgeoise plaquée sur le marché capitaliste mondial.* »

### Les peuples entraînés dans la guerre

Le 28 juillet 1914, l'Autriche-Hongrie déclarait la guerre à la Serbie et bombardait sa capitale, Belgrade. Par le jeu des alliances entre les pays européens, en quelques jours, l'Europe s'embrasait. À la fin du mois

d'août, le Japon déclarait la guerre à l'Allemagne. L'Italie ne s'engagea qu'en 1915 aux côtés de la France et de l'Angleterre, alors qu'auparavant elle faisait partie de la Triple Alliance, qui l'unissait à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie. Les USA



Manifestation contre la guerre à l'Aéro-Park, le 24 juillet 1911.

bolchévique, sur la première révolution ouvrière victorieuse, en octobre 1917. Le nouveau pouvoir ouvrier publia les accords secrets qui avaient été conclus entre les puissances alliées, démontrant que leurs buts de guerre étaient bien de s'assurer la domination sur les autres. Les nations opprimées purent apprécier la façon dont les puissances impérialistes concevaient la liberté des peuples dont elles parlaient tant.

### L'ordre impérialiste toujours fauteur de guerres

À la fin de cette Première Guerre mondiale, les discours se multiplièrent pour dire que cette guerre était la dernière et que, désormais, grâce à la création de la Société des Nations, ancêtre de l'ONU, les conflits pourraient se régler pacifiquement. Mais pour Lénine, celle-ci n'était qu'une caverne de brigands, dont les rivalités entraîneraient une nouvelle guerre pour un nouveau partage du monde.

Aujourd'hui encore, le maintien de l'ordre impérialiste se traduit par une succession de massacres. Le réarmement général, la montée des tensions entre les grandes puissances, l'aggravation de la crise économique sont autant de signes qu'un nouvel affrontement mondial se prépare. Alors, il est d'autant plus important que, comme ce fut le cas à la fin de la Première Guerre mondiale, renaissent des partis communistes révolutionnaires capables d'amener la classe ouvrière au pouvoir et de transformer cette société.

Inès Rabah



L'emprunt de guerre.



## Nouvelle-Calédonie : haro sur les retraités

Pour, dit-il, être en mesure de payer les retraites en septembre, le Congrès calédonien a décidé à la quasi-unanimité d'augmenter les cotisations salariales des fonctionnaires territoriaux et communaux de l'archipel et de baisser de 3 % leurs pensions gérées par la Caisse locale de retraite calédonienne, la CLR.

Si ce régime local de retraites a été créé par l'État dès 1954, il restait jusque dans les années 1990 dépendant des institutions métropolitaines. Après la révolte des Kanaks entre 1984 et 1988, l'État français a laissé aux institutions calédoniennes une autonomie de plus en plus grande, tout en conservant ses prérogatives dites « régaliennes ». Police, armée, justice lui permettaient de toujours utiliser la Nouvelle-Calédonie comme base avancée dans le Pacifique et d'y défendre ses intérêts impérialistes.

En ce qui concerne la CLR, le gouvernement de Nouvelle-Calédonie en

assure seul la gouvernance et la gestion depuis 2004. À ce jour, 6 000 pensionnés et ayants-droit en dépendent, plus de 10 000 y cotisent. Le gouvernement et le Congrès calédonien justifient les mesures décidées en prétendant que le régime serait en déficit structurel, n'encaissant pas assez de cotisations pour couvrir les pensions. Il serait trop « généreux », calqué sur le régime des expatriés qui pouvaient partir à taux plein avec 30 ans de cotisations. Les indépendantistes, qui sont majoritaires au Congrès et au gouvernement local, et les anti-indépendantistes ont approuvé cette régression sociale car

ils gèrent ensemble un système où le plus simple est de faire payer les travailleurs et les retraités.

En réalité, la Caisse est en déficit parce que les employeurs, les hôpitaux, les provinces, les communes, faute de ressources, ne payent pas leurs cotisations. Au 30 juin 2024, ces impayés s'élevaient à 6,1 millions d'euros. Aussi quand les élus disent la main sur le cœur qu'ils ont été contraints de prendre ces mesures qu'ils reconnaissent injustes, ils se moquent du monde.

Pour refuser d'augmenter les cotisations patronales, certains élus mettent en avant la situation économique catastrophique après les émeutes. Mais cela fait une dizaine d'années qu'ils prennent des mesures restrictives contre les retraites. Ainsi, le syndicat des retraités a calculé qu'entre l'inflation et le blocage des pensions, les retraités ont perdu depuis 2017 20 % de pouvoir d'achat.

L'État français et les autorités des provinces savent trouver de l'argent quand il s'agit de soutenir la filière nickel ou de financer les bases militaires françaises dans le Pacifique. Si les caisses des hôpitaux et des communes sont vides, c'est en réalité le résultat de choix qui sacrifient systématiquement les intérêts de la population.

Serge Benham



Manifestation d'agents territoriaux en juillet 2023.



VDN

## Migrants : les frontières tuent

Dimanche 11 août, deux migrants, deux de plus, ont perdu la vie en tentant de gagner la Grande-Bretagne à partir des côtes françaises. Neuf ont subi le même sort depuis le début de l'été et vingt-cinq en tout depuis janvier.

Devant cette hécatombe, dont on ne connaît que des chiffres partiels, les États ne savent répondre que par la répression, les menaces et le déploiement de forces policières. Ces dernières, loin d'aider à sauver des vies, s'en prennent souvent aux bénévoles qui, eux, tentent de la faire.

Ainsi, l'association Utopia 56, qui vient en aide aux exilés, a dénoncé l'agression de deux de ses bénévoles par des policiers, vendredi 2 août, près de Gravelines dans le Nord : alors qu'ils étaient en maraude le long de la côte pour porter secours aux migrants qui tentent la traversée vers l'Angleterre, deux policiers les ont agressés violemment.

L'un des bénévoles relate qu'il a été plaqué contre le volant de la voiture, qu'un policier a braqué son arme sur eux et que des coups de feu à blanc ont été tirés.

Cette agression révoltante est à relier à la banalisation des discours anti-immigration par l'ensemble de la classe politique et à la montée électorale de l'extrême droite et des idées réactionnaires en général. C'est tout cela qui favorise le passage à l'acte de ceux qui, dans la police comme ailleurs, veulent s'en prendre physiquement aux travailleurs immigrés ou aux associations qui leur viennent en aide.

Correspondant LO

## Contrats de cadres pour les JO : médaille d'or de l'exploitation

L'organisation des JO à Paris a nécessité un grand travail de gestion, de planification, de transports, de logistique. Pour ce faire, des milliers de travailleurs ont été embauchés, en intérim ou en CDD et 45 000 bénévoles ont été recrutés. Et pour leurs conditions de travail cela n'a pas été la fête !

Pour chaque épreuve, chaque match, chaque rencontre, des milliers de travailleurs ont dû installer les infrastructures, les déplacer en fonction des besoins, nettoyer et préparer l'accueil du public, puis ensuite entretenir les installations, ranger, préparer la suite. Pour gérer ce travail, des cadres ont été embauchés avec un

contrat appelé « convention individuelle de forfait en jours » qui permet de les faire travailler sans limite d'heures.

Ce type de contrat a été inventé par le gouvernement de la gauche plurielle, de Lionel Jospin en 2000. Il donne aux patrons une possibilité de contourner la loi sur le temps de travail maximum et les

heures supplémentaires, principalement pour les cadres. En effet le temps de travail n'est plus compté en heures mais en jours - maximum 218 par an, sans que soit défini le nombre d'heures de travail dans une seule journée. Fini donc le paiement des heures supplémentaires et finies les 35 heures, le tout au plus grand bénéfice des patrons.

Le comité d'organisation des Jeux Olympiques de Paris (Cojop) a donc choisi ce type de contrats pour les cadres qu'il embauchait. Comme les JO ne durent pas plus de

quelques semaines en tout, la limite des 218 jours par an était sans importance. En revanche, il a été possible de recruter moins de cadres que nécessaire et d'en faire travailler certains plus de quinze heures par jour, tous les jours de la compétition, sans même déroger à la loi !

Pour cacher l'exploitation et faire croire à la « magie » des JO, une charte sociale avait été signée entre le Cojop et les organisations syndicales et patronales en juin 2018. Et un « comité de suivi de la charte sociale » a été créé, coprésidé par Bernard

Thibault, ancien secrétaire de la CGT. Associer cet ancien dirigeant syndical visait à donner une caution sociale à toute cette entreprise. La preuve, il n'a rien trouvé à dire, ni à l'exploitation de travailleurs sans papiers par les entreprises du bâtiment qui ont bénéficié des contrats pour les JO ni à cette exploitation des cadres durant les Jeux eux-mêmes.

La CGT de Seine-Saint-Denis demande maintenant des négociations sur le sujet. Pourvu qu'elle ne demande pas un comité de suivi à Bernard Thibault...

Marion Ajar

## Hôpitaux de Paris : informatique en panne et galère en hausse

Samedi 3 août en fin de matinée, dans tous les hôpitaux de l'AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris), l'accès Internet s'est brutalement interrompu, plus aucune application ne fonctionnait : ni le dossier patient, ni les messageries, ni aucune des applications internes qui permettent de travailler.

À l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, vers 11 heures samedi 3 août, les écrans sont restés bloqués sur la page en cours : impossible de lancer aucune application, de changer de page, de valider quoi que ce soit. Le temps de se dire qu'il fallait peut-être passer au mode dégradé du logiciel de soin qui permet par exemple d'imprimer les informations sur les prescriptions, la journée de travail était bien entamée et les nerfs des soignants aussi.

Les résultats des bilans sanguins faits le matin n'étaient plus accessibles. Les coursiers, qui accompagnent les patients à leurs examens de radiologie par exemple, ont dû revenir au bon vieux coup de fil. Tout s'est fait sur papier et il a fallu faire preuve d'imagination et d'astuce pour organiser des dossiers improvisés bien distincts et ne pas faire d'erreur entre les différents patients.

Dans certains services les plus chanceux, la direction avait demandé d'anticiper d'éventuelles cyber-attaques et les plannings de bloc opératoire, de scanner ou autres avaient été édités par avance. Mais

bien sûr, ils n'étaient plus à jour.

Le logiciel a pu être restauré par les services informatiques qui ont travaillé jour et nuit et, lundi 5 août au matin, le fonctionnement commençait à redevenir normal un peu partout. Il fallait quand même choisir l'ordinateur qui voulait bien, tous ne se connectant pas. Le reste des applications indispensables à la bonne marche de l'hôpital est arrivé petit à petit au cours de la semaine. La dernière à redevenir accessible a été celle des plannings des agents, « pas étonnant », ont dit certains.

La direction de l'AP-HP

répète en boucle que c'est une panne électrique de trois heures dans l'un des deux data-centers qui a planté tout le système informatique. Mais elle assène surtout que tout s'est bien passé et qu'il n'y a eu aucune conséquence dans la prise en charge des patients. Cela reste au travers de la gorge des hospitaliers qui travaillaient ce week-end là et qui ont dû tout gérer tout seuls. Alors, ce qui est nécessaire, ce sont surtout des embauches parce que dans bien des salles d'hospitalisation, ce n'est pas seulement l'informatique qui fonctionnait en mode dégradé, c'étaient les soins eux-mêmes à cause du manque de personnel. Comme l'a résumé une infirmière : « Plus on est de fous, plus on rit mais c'est surtout bien pour gérer les galères au boulot. La direction n'est jamais là pour s'en charger. »

Correspondant LO



## Hôpital Bicêtre : une direction à laquelle il faut prendre garde

À l'hôpital de Bicêtre, hôpital de l'AP-HP situé dans le Val-de-Marne, la direction, via l'encadrement, se durcit. Se cachant derrière de faux prétextes, les convocations d'agents, surtout dans les services de soin, deviennent de plus en plus nombreuses.

Les conclusions de la direction sont invariablement les mêmes : « Vous êtes une bonne professionnelle mais il y a un souci d'entente avec l'équipe, vous allez donc changer d'établissement. » Le groupe hospitalier compte sept établissements. Les agents visés

sont envoyés vers d'autres sites, pour le moment dans le Val-de-Marne. Mais sur les sept hôpitaux, deux sont dans les Hauts-de-Seine et un dans le Pas-de-Calais. Renseignements pris, des postes sont libres dans ces autres établissements. La direction décide de déplacer

le personnel et elle fait ce qu'elle sait faire de mieux : déshabiller Pierre pour habiller Paul.

Pour l'instant, les soignants réagissent par les voies syndicales mais la direction rappelle aux titulaires : « Vous êtes titulaires de votre grade et non de votre poste. » Ben voyons ! Et les kilomètres supplémentaires ? Les nouveaux apprentissages ? Visiblement, la direction s'en moque.

Correspondant LO

## Hôpital de Vichy : canicule insupportable

Le personnel de l'hôpital de Vichy a décidé de lancer une pétition pour protester contre les températures excessives qui règnent dans l'établissement.

Dans les services qui sont tout en haut, au 5<sup>e</sup> étage, les températures peuvent atteindre 35° dans les chambres des patients et aussi dans les secrétariats. Les patients, sans possibilité de se rafraîchir, sont contraints de rester dans leur chambre. Une partie du 5<sup>e</sup> étage a bien été climatisée, mais pas l'autre partie alors que le problème existe depuis plusieurs années et que la direction avait promis des travaux. Mais rien n'a été fait.

La pétition demande

des mesures urgentes comme la mise en place des rafraîchisseurs d'air et de climatiseurs mobiles. Tout le monde fait remarquer que tous les supermarchés de la région sont climatisés. Leurs clients sont mieux traités que les patients !

Tout cela est bien sûr une question de moyens, mais les différents gouvernements n'ont cessé de diminuer les budgets des hôpitaux. De l'argent pour la santé, pas pour les subventions aux industriels !

Correspondant LO

## Hôpital de Bourgoin-Jallieu : Bouygues mieux soigné que les malades

Les Urgences du centre hospitalier Pierre-Oudot, à Bourgoin-Jallieu, dans l'Isère, seront fermées cinq nuits entre le 17 et le 25 août, en raison selon la direction, « du manque de médecins urgentistes ».

La situation de cet hôpital public qui dessert une aire urbaine de 60 000 habitants est aussi révélatrice que choquante. Cet hôpital, ouvert en mai 2011 et construit sous forme d'un partenariat public-privé avec Bouygues, voit régulièrement des services fermer ponctuellement par manque de personnel.

Cela a été le cas récemment du service de pneumologie durant plusieurs mois. En janvier dernier, une patiente en situation de handicap était restée onze heures sur une chaise sans voir un médecin pour une infection au pied. Elle est décédée ensuite d'un infarctus, malgré son transfert dans un hôpital lyonnais. Si des centaines de travailleurs de l'hôpital ont plusieurs fois débrayé ces derniers mois pour dénoncer le manque de personnel, la direction

répète même après le drame de janvier qu'« il n'y a eu aucun défaut dans le processus de soin ». Il n'y a pas de quoi être rassuré !

Alors que la canicule est actuellement difficilement supportable dans les logements de la région et qu'il est compliqué de trouver un médecin dans cette période estivale, la population est priée de téléphoner au 15 et de se rendre, si nécessaire, aux urgences... des hôpitaux lyonnais situés à 40 km !

Mais cette situation catastrophique ne fait pas que des perdants puisque l'hôpital paye à Bouygues, propriétaire des locaux, un loyer mensuel de 1,2 million d'euros jusqu'en...2042 !

L'État méprise la population usagère des hôpitaux publics mais est aux petits soins des actionnaires privés.

Correspondant LO

# RATP-Paris : les précaires en renfort

Chaque jour pendant la période des Jeux Olympiques, par rapport à l'été dernier, 500 000 voyageurs supplémentaires ont emprunté les transports franciliens. Et pourtant au lieu de la pénurie habituelle il y a eu des trains en nombre suffisant.

La preuve est faite que, quand elle veut, la RATP sait mettre les moyens nécessaires. Mais cela se traduit aussi par un durcissement des conditions de travail et le recours aux travailleurs précaires.

Pour qu'on soit prêt pour les JO, les sessions de formation au métro ont tourné pendant des mois à plein régime jusqu'à tard dans la nuit. En outre, les congés ont été limités en juillet-août à quinze jours par agent. Sur l'ensemble du réseau, 250 conducteurs de plus ont

été présents pour conduire les trains. Alors que d'habitude, des trains restent immobilisés faute de personnel suffisant pour assurer tous les services, là c'est l'inverse. Un après-midi, sur un terminus de la ligne 9, on a compté jusqu'à seize conducteurs en plus de l'effectif nécessaire ! Des agents se sont demandé pourquoi la direction avait empêché autant de monde de partir en vacances... Mais cette réserve de conducteurs ne reste pas inemployée. La RATP ajoute des trains

supplémentaires qui engorgent les lignes inutilement mais lui permettent de dépasser les objectifs fixés par Île-de-France Mobilité, et encaisser ainsi un bonus.

Pour la gestion des colis suspects aussi, des moyens supplémentaires ont été mis en œuvre. Il y en a eu deux fois plus qu'en temps normal, mais le trafic était pourtant moins perturbé que d'habitude, du fait que seize brigades canines supplémentaires ont été affectées en renfort.

Cinq mille « helpers » en gilet violet ont été également mobilisés pour renseigner et canaliser les voyageurs. Les agents de stations sortent épuisés de ces opérations qu'ils sont obligés d'effectuer sous peine de ne



pas toucher les 600 euros de prime JO. Des prestataires de sociétés extérieures leur ont été adjoints, qui n'ont droit ni à la prime ni même aux bouteilles d'eau réservées aux voyageurs et agents RATP. Il faut cumuler plusieurs contrats pour avoir un salaire correct, ce qui amène certains à faire des doubles journées ou bien à travailler sept jours

d'affilée. L'inspection du travail a été saisie mais le P-DG de la RATP, Castex, reste droit dans ses bottes. Il prétend que depuis la loi travail promulguée sous Hollande, c'est légal pour les événements exceptionnels.

En tout cas même pendant les JO, pour ce qui est de l'exploitation, les patrons restent les champions !

**Correspondant LO**

# RTM - Marseille : pas de médaille pour la direction

À Marseille, pendant les JO, on a pu lire des messages conseillant de prendre les transports en commun y compris sur les panneaux lumineux des autoroutes aux portes de la ville.

La direction de la Régie des Transports Marseillais (RTM) a fait sa publicité dans la presse sur l'augmentation de l'offre de transports pendant les Jeux. Pour les bus, il s'agissait d'une

augmentation de la fréquence sur les deux lignes desservant la marina des compétitions de voile. Pour une de ces lignes, la RTM a loué un bus à impériale (pour « un prix conséquent »

selon la présidente de la RTM) pour tout l'été. Selon elle, il s'agit « d'en mettre plein la vue aux passagers. » Cela n'a pas empêché que les bus de ces lignes soient souvent bondés.

Sur les presque 70 autres lignes de bus de Marseille, c'était le chaos habituel, notamment sur les lignes du dépôt d'Arenc desservant

les quartiers populaires du nord de la ville. Depuis des années, les embauches de chauffeurs et de mécanos sont en nombre insuffisant. Par conséquent, des services de bus sont souvent supprimés faute de chauffeurs ou de bus. Il n'y en a plus assez en état de rouler, et ceux qui roulent doivent souvent rentrer au garage

en milieu de vacation pour une avarie : porte qui ne ferme plus, climatisation ou feux défectueux, fuite d'huile ou de liquide de refroidissement, etc.

Dans mes quartiers concernés, on est loin des caméras et de la marina des Jeux Olympiques.

**Correspondant LO**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

*Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.*

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Station spatiale: astronautes en péril et big business

Partis début juin pour un séjour d'une semaine dans l'espace, deux astronautes sont coincés jusqu'à nouvel ordre dans la station spatiale internationale.

Ils étaient arrivés à bord d'une capsule de Boeing, dont c'était le premier vol habité. Plusieurs propulseurs sont tombés en panne, et s'ils ont finalement pu arriver à bon port, les ingénieurs de la NASA s'interrogent sur la capacité de ce véhicule à les ramener au sol en bon état.

Bien sûr, le vol spatial est toujours à risque, mais Boeing est mis en cause, comme dans l'affaire des avions 737 MAX, pour ses mensonges et ses défaillances en matière de sécurité. Le programme Starliner, pour lequel Boeing a déjà empoché 4 milliards de dollars, a pris cinq ans de retard, avec une série de défaillances. Le problème des fuites d'hélium sur les propulseurs, responsables de leur dysfonctionnement, était déjà connu, et par deux fois d'autres problèmes techniques avaient fait reporter le vol à la dernière

minute alors que les astronautes étaient déjà installés au sommet de la fusée.

Boeing est connu du grand public pour ses avions civils, mais ses contrats avec l'État américain lui rapportent presque autant, environ 25 milliards de dollars par an. Entre missiles, gestion de sites nucléaires, avions de guerre ou sous-traitance pour la NASA, Boeing est habitué à puiser dans les caisses du Pentagone et à multiplier les dépassements de budget en toute opacité. Mais le groupe est aujourd'hui confronté dans le domaine spatial à la concurrence de nouveaux venus. La NASA a incité les capitalistes de la Silicon Valley à lui fournir leurs services, et elle a financé l'ascension de SpaceX, l'entreprise d'Elon Musk, qui semble se montrer plus performante, en tout cas plus habile à exploiter le travail humain, puisqu'elle a déjà

réalisé avec succès huit vols habités vers la station spatiale.

Maintenant la NASA doit décider si les efforts de Boeing pour bricoler à distance sa capsule peuvent suffire à garantir la sécurité du vol retour, ou s'il faut que les astronautes attendent que SpaceX vienne les chercher en janvier prochain. Boeing cherche naturellement à éviter cette humiliation, et ses ingénieurs ne sont même pas

sûrs de réussir à faire partir la capsule à vide pour libérer la place, mais une histoire qui se terminerait par la mort des astronautes serait encore pire, non seulement pour ceux-ci mais pour les intérêts des actionnaires.

L'affaire est aussi suivie de près en Inde, car Sunita Williams, une des deux astronautes, est populaire dans ce pays, dont sa famille est originaire. Et en tant que seconde astronaute

américaine d'origine indienne, elle ravive la mémoire de la première, Kalpana Chawla, morte lors de l'explosion de la navette Columbia en 2003.

En tout cas, nul doute que si les travailleurs de SpaceX envoient une fusée qui sauve les astronautes, on entendra les défenseurs du capitalisme chanter la grandeur de leur patron, ce milliardaire mégalomane, et de la libre entreprise.

**Serge Fauveau**



RSSC-AP



## Lutte ouvrière à votre rencontre

Les caravanes de Lutte ouvrière se poursuivent jusqu'à fin août, allant de ville en ville à la rencontre de la population. Malgré la prétendue parenthèse des Jeux Olympiques, rien n'a changé pour les travailleurs. Alors, quel que soit le futur gouvernement, ceux-ci devront contre-attaquer afin de ne pas toujours subir et d'aboutir à changer l'ordre social. Mais pour cela, il leur est indispensable de se regrouper dans un parti révolutionnaire. Venez en discuter avec nos camarades.

### Dordogne, Limousin, Berry

Jeudi 15 août :  
**Limoges**  
Vendredi 16 août :  
**Buzençais, Châteauroux**  
Samedi 17 août :  
**Châteauroux**

### Normandie

Jeudi 15 août :  
**Caen**  
Vendredi 16 août :  
**Rives-d'Andaine**  
Samedi 17 août :  
**Verneuil-d'Avre-et-d'Iton**

### Poitou, Centre

Jeudi 15 août :  
**Amboise**  
Vendredi 16 août :  
**Vendôme**  
Samedi 17 août :  
**Blois**

### Pyrénées

Jeudi 15 août :  
**Tarbes**  
Vendredi 16 août :  
**Tarbes**  
Samedi 17 août :  
**Pau**

### Ain

Lundi 19 août :  
**Villefranche-sur-Saône**  
Mardi 20 août :  
**Villefontaine**  
Mercredi 21 août :  
**Ambérieu-en-Bugey**  
Jeudi 22 août :  
**Oyonnax**  
Vendredi 23 août :  
**Bourg-en-Bresse**  
Samedi 24 août :  
**Bourg-en-Bresse**

### Finistère, Morbihan

Lundi 19 août :  
**Quimper**  
Mardi 20 août :  
**Brest**  
Mercredi 21 août :  
**Concarneau, Douarnenez**  
Jeudi 22 août :  
**Lanester**  
Vendredi 23 août :  
**Vannes**  
Samedi 24 août :  
**Lorient**

### Côte d'Azur

Lundi 19 août :  
**Nice**  
Mardi 20 août :  
**Carros**  
Mercredi 21 août :  
**Nice**  
Jeudi 22 août :  
**Nice**  
Vendredi 23 août :  
**Toulon**



Samedi 24 août :  
**Toulon**

### Lorraine

Lundi 19 août :  
**Saint-Avold, Forbach**  
Mardi 20 août :  
**Sarreguemines**  
Mercredi 21 août :  
**Nancy**  
Jeudi 22 août :  
**Metz**  
Vendredi 23 août :  
**Thionville**  
Samedi 24 août :  
**Hayange, Longwy**

### Seine-et-Marne

Lundi 19 août :  
**Chelles**  
Mardi 20 août :  
**Champs-sur-Marne**

Mercredi 21 août :

**Meaux**  
Jeudi 22 août :  
**Montereau-Fault-Yonne**  
Vendredi 23 août :  
**Nemours**  
Samedi 24 août :  
**Melun**

### Région toulousaine

Lundi 19 août :  
**Toulouse, Cugnaux**  
Mardi 20 août :  
**Ramonville-Saint-Agne**  
Mercredi 21 août :  
**Montauban**  
Jeudi 22 août :  
**Muret**  
Vendredi 23 août :  
**Auterive**  
Samedi 24 août :  
**Colomiers**